

Pouvoir d'emprunt supplémentaire

répondu à mes questions hier, que Petro-Canada n'emprunterait pas l'argent au Canada mais plutôt à l'étranger, même si Joel Bell, vice-président des finances, a dit que la décision n'avait pas encore été prise. Supposons, cependant, que le ministre des Finances ait eu raison et que Petro-Canada empruntera l'argent à l'étranger. Imaginons maintenant que Petro-Canada investisse ces 600 millions de dollars dans l'exploration de nouveaux gisements pétroliers au Canada. Les chiffres pour l'industrie montrent qu'en moyenne, pour chaque tranche de \$50,000 dépensés, on peut espérer produire un baril de pétrole par jour. Si l'on suppose que Petro-Canada peut faire aussi bien qu'une société pétrolière moyenne, ce qui est toute une concession, car je ne crois pas que ce soit le cas et les chiffres prouvent le contraire, cela veut dire que Petro-Canada pourrait produire 12,000 barils de pétrole par jour en dépensant 600 millions de dollars pour l'exploration. Le Canada produirait 12,000 barils par jour et il n'aurait plus besoin d'importer du pétrole du Mexique, de l'Arabie Saoudite et du Venezuela. Nous épargnerions ainsi 220 millions de dollars par an en devises étrangères. En d'autres mots, dans deux ans et neuf mois, nous serions en mesure de rembourser l'emprunt de 600 millions de dollars contracté à l'étranger. Nous continuerions à produire 12,000 barils de pétrole et nous serions assurés d'un revenu de 220 millions de dollars par an pour le plus grand bien des Canadiens.

On peut dire, empiriquement, que pour chaque tranche de \$50,000 de dépenses de capital, un nouvel emploi est créé. Si le gouvernement consacrait ces 600 millions de dollars aux domaines notamment de la prospection et du développement au Canada, son initiative créerait 12,000 emplois. La moitié de toutes les sommes dépensées au Canada—c'est-à-dire le produit national brut—aboutit dans les coffres des gouvernements par le biais de divers impôts. La moitié de cette somme est destinée au gouvernement fédéral et les provinces et les administrations municipales se partagent l'autre. Par conséquent, les recettes gouvernementales découlant de ces 600 millions de dollars s'élèveraient en tout à 300 millions de dollars, dont 150 millions iraient au gouvernement fédéral. En outre, ces 12,000 personnes ne toucheraient pas d'assurance-chômage, ce qui permettrait d'épargner 120 millions de dollars.

● (2020)

Voyons en gros quelle est la situation. Si, au lieu d'acheter une raffinerie déjà existante et toute une série de stations-service, ce qui n'apporte rien de nouveau et qui, au contraire, coûte des emplois au Canada, Petro-Canada avait investi cet argent dans l'exploration pétrolière, ici même au Canada, le gouvernement fédéral toucherait des recettes supplémentaires de 150 millions de dollars. Il aurait à verser 120 millions de dollars de moins en primes d'assurance-chômage, ce qui signifie que le déficit net du gouvernement diminuerait de 270 millions de dollars, et que les administrations provinciales et municipales toucheraient 150 autres millions de dollars. Le déficit de notre compte courant avec le reste du monde baisserait de 220 millions de dollars par jour, en dollars d'aujourd'hui, ce qui ferait baisser les taux d'intérêt et monter la valeur du dollar. Douze mille Canadiens auraient un emploi au lieu d'être en chômage comme à l'heure actuelle. Donc, plutôt que de dépenser 600 millions de dollars sans profit aucun pour le Canada, le gouvernement aurait pu le faire de façon que tout le pays en bénéficie.

Que gagnons-nous avec cet achat, cette nouvelle dette de 600 millions de dollars? Aidera-t-il à créer des emplois? Non. Aidera-t-il à lutter contre l'inflation? Non. Aidera-t-il les pensionnés? Non. Aidera-t-il les mineurs, les bûcherons, les pêcheurs ou les fermiers? Non, non, non et non. Pourquoi alors? Est-ce que le secteur privé n'est plus capable? Est-ce que le secteur privé ne sait plus vendre l'essence? Est-ce que quelqu'un, dans ce pays, a de la difficulté à acheter de l'essence? Est-ce que le secteur privé est si mauvais qu'il ne peut gérer les stations-service, que le Grand frère doit prendre la relève et remplir nos réservoirs? Est-ce là la raison? Pourquoi, que diable, le gouvernement du Canada, avec toutes ses responsabilités et tous les problèmes auxquels le pays fait face, doit-il aussi vendre de l'essence? On se le demande. Si le gouvernement s'intéresse à Canagrex, on peut certainement prévoir que bientôt il exploitera les restaurants McDonald, parce qu'il est tout aussi logique de voir Petro-Canada vendre de l'essence que de voir Canagrex vendre des hamburgers.

M. Taylor: Il vendra aussi de l'andouille.

M. Andre: Alors pourquoi Petro-Canada achète-t-elle ces stations-service? Pourquoi le gouvernement du Canada vend-il de l'essence? Il y a deux raisons. La première relève de la propagande politique. C'est la même chose que le dirigeable de Goodyear. C'est pour avoir des enseignes de Petro-Canada avec la feuille d'érable, tout comme le dirigeable porte les mots «Goodyear». L'objectif du gouvernement est purement et simplement la propagande. Il n'y a pas de doute que ça ne rendra pas l'essence moins chère. Ça rendra l'essence plus chère. Nous devons payer pour les folles dépenses du gouvernement. L'autre raison, c'est que c'est excellent pour les employés de Petro-Canada. Petro-Canada est devenue une très grande société. Son directeur général se devait d'avoir son propre avion à réaction, n'est-ce pas? Bien entendu, toutes les grandes sociétés ont leur avion privé. Bill Hopper vient d'acquérir un tout nouveau *Challenger* de Canadair, tellement rapide qu'il n'a même pas eu besoin de déménager sa famille à Calgary. Son bureau est là-bas, mais il vit ici. Qu'importe! Il peut revenir dîner dans l'un de ces avions de Canadair. Ça ne coûte que \$5,000 ou \$10,000 de l'heure. C'est rien pour un grand entrepreneur comme Bill Hopper. Il a son propre avion d'affaires. Il se paye du bon temps. Le directeur du service commercial de Petro-Canada a maintenant 1,600 stations de plus à gérer. Quel sentiment de puissance il éprouve en arrivant à son bureau le matin et en jetant un coup d'œil sur une carte toute couverte de petites épingles. «Elles m'appartiennent toutes», se dit-il. «Je les administre. Ces gens sont tous sous mes ordres. Je les dirige tous». C'est une sensation vraiment enivrante pour le personnel de Petro-Canada. Ils font la noce à nos dépens.

Il y a une seconde raison, c'est que la décision résulte d'une erreur de jugement. Le raffinage et la vente d'essence ont été rentables durant deux des 20 dernières années, soit en 1978 et en 1979. En 1978, Petro-Canada a pris l'initiative d'acquérir une société pétrolière, la Pacific Petroleum, qui possédait une raffinerie et quelques stations-service. Petro-Canada en a fait l'acquisition précisément à l'époque où le raffinage et la vente étaient rentables. Bill Hopper a cru découvrir la pompe à finance, la poule aux œufs d'or. Il ne pouvait en croire ses yeux. La raffinerie et les stations-service étaient rentables à un degré jamais vu. L'argent affluait. Il s'est dit, émerveillé, qu'il